

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

XXXème Année

Rome, Mai 1979 - No 5

## UNE FRONTIÈRE POUR L'EUROPE

du Card. Karol Wojtyła

Interview accordée à la revue «Vita e pensiero» par S.S. Jean-Paul II  
peu avant de monter sur le trône de Saint Pierre.

C'est une bonne chose que dans le contexte de tout ce que publie «Vita e pensiero» se trouve également dans ce volume une question concernant les frontières de l'Europe. Il faut comprendre par là qu'il s'agit d'une tentative de compléter ou plutôt de corriger la vision qui ressortira de l'ensemble des importants essais spécialisés désirant offrir, justement, dans ces pages, un certain tableau de l'Europe, et surtout de l'Europe contemporaine.

Sans cette question, ce tableau serait unilatéral, ce qui se passe d'ailleurs assez souvent. La tendance à penser et à parler de l'Europe dans des dimensions exclusivement «occidentales» est une caractéristique des hommes et des milieux qui représentent, justement, cette partie occidentale de l'Europe. Il est indéniable que ce mode de penser et de s'exprimer a ses raisons; il découle également de certains facteurs et circonstances objectifs. Malgré cela, il existe en eux une certaine unilatéralité, peut-être même quelque chose de ce genre: un certain «mécontentement professionnel» (si le fait de l'aspect européen ou le fait d'être européen dans le sens «occidental» peut être compris comme une «profession»).

### Question indispensable

C'est la raison pour laquelle j'accepte avec plaisir l'invitation de la rédaction de «Vita e pensiero» à répondre à la question concernant les frontières de l'Europe.

Je suis persuadé que la division existant depuis plus de trente ans entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale a éliminé, dans un certain sens, du mode commun de penser et de s'exprimer, le caractère particulier de la *Mitteleuropa*. Depuis trente ans, la division de l'Europe en «occidentale» et «orientale» court le long d'une frontière politique et constitutionnelle qui a également divisé une même nation en deux mondes (il s'agit de la nation allemande).

Par contre, pendant la première moitié de notre siècle, surtout lors de l'entre-deux-guerres, la conception de la Mitteleuropa était très ressentie. En premier lieu, cette conception était imprégnée du même contenu des peuples et des nations qui s'étaient manifestés comme étant particulièrement forts dans cette région de l'Europe, grâce à leur richesse et, également, leur très grande diversité, surtout lorsque le centre de l'Europe s'est déplacé vers le sud: il est bien connu que la plus grande diversité de caractère démographique et national de l'Europe se trouve dans la péninsule balkanique.

## La frontière qui court chez les hommes mêmes

Quand nous nous posons la question «une frontière pour l'Europe: où?», nous laissons déjà entendre, en formulant cette question, que cette frontière doit être conçue de différentes façons, que nous l'acceptons selon diverses significations. C'est juste, car c'est ainsi que doit être posé ce problème.

Si l'on parle de la frontière géographique de l'Europe, elle est alors déjà précisée: elle court le long des monts de l'Oural. A l'est de ces monts, l'énorme continent asiatique et à l'ouest, le continent européen bien plus petit, si l'on considère les proportions purement numériques exprimées en kilomètres carrés et que l'on pourrait considérer comme une énorme péninsule de ce continent eurasiatique.

C'est ainsi que la frontière de l'Europe ne crée pas de problèmes à l'ouest, au nord et au sud, et même pas à l'est, où elle semble plus convenue que naturelle. Néanmoins, la question posée ici quant aux frontières de l'Europe, est juste et nécessaire. Il s'agit, en effet, non seulement des frontières que trace la terre elle-même, mais *des frontières bien plus profondes que les hommes eux-mêmes se créent.*

Telles sont, justement, les frontières qui divisent la société - surtout les nations en les liant à une région déterminée du territoire, qui a eu une signification particulière justement dans le continent européen. Nous connaissons alors les facteurs qui contribuent à une telle division.

La langue, la culture, l'histoire nous permettent de tracer la ligne le long de laquelle court la frontière entre la France et l'Allemagne ou entre l'Allemagne et la Pologne. Est-il possible d'affirmer qu'il en est de même à l'est, là où se trouve l'homme que nous définissons «asiatique» et à l'ouest où vit l'homme dit «européen»?

Comment cette frontière peut-elle être considérée également «naturelle» et de quelle manière «convenue»?

Cette frontière est «naturelle» dans une mesure bien moindre que les frontières entre les nations, tandis que l'analogie concernant les frontières administratives, souvent convenues, est encore plus lointaine. Comme on le sait, les efforts entrepris, au terme de la Première Guerre mondiale, pour établir des frontières politiques entre les Etats selon les critères de l'appartenance nationale n'ont pas surmonté, dans le continent européen, les épreuves de la Seconde Guerre mondiale.

D'après l'histoire de mon pays, je sais que quelques générations de Polonais ont dû avoir sur leur carte d'identité le tampon d'une autre appartenance d'Etat, bien qu'ils aient vécu sur la terre où ils étaient nés. Et tout ceci eut lieu après le partage de la Pologne, c'est-à-dire de la république de trois pays: Pologne, Lituanie et Ukraine. Ce partage a effacé le nom de la Pologne comme Etat de la carte de l'Europe pour la période comprise entre 1795 et 1918; mais la nation (ou plutôt les nations) a résisté en vivant avec une vie propre et authentique, certainement difficile.

## La notion d'«européen»: ses deux variations

Il est évident que la notion d'«européen», correspondant aux frontières de l'Europe dans le sens géographique, ne peut être réduite uniquement aux dimensions mêmes des frontières. Elle n'est même pas déterminée par l'unité origininaire des langues indo-européennes, bien que leur structure analogique continue à se projeter sur la psyché des



peuples vivant en Europe (non seulement pour des raisons génétiques, mais également pour le principe de l'accouplement réciproque). C'est ainsi que la notion d'«européen» est une notion divergente, tout au moins du point de vue de l'ampleur de l'appartenance nationale des habitants de l'Europe géographique. Il semble, cependant, que ce partage n'ait pas une signification fondamentale et définitive pour l'histoire spirituelle de l'Europe, pour la formation des frontières internes du continent, pour la division entre l'Occident européen et l'Orient européen et, également, pour la formation de cette même *Mitteleuropa* (ou bien de son déplacement vers l'est ou vers l'ouest).

Dans ce cas, il faut prendre en considération les différents critères et les autres éléments qui se sont manifestés au cours de l'histoire de notre continent, dès la chute de l'empire romain et à la fin des migrations des peuples européens.

Le processus de division de l'Europe en «occidentale» et en «orientale» qui a eu lieu lors du deuxième millénaire - processus qui a concouru à former, dans le cadre de la catégorie plus vaste d'«européen», deux variations de cette conception - s'explique par l'influence religieuse et culturelle de deux centres situés sur les confins méridionaux de l'Europe (l'un d'eux se trouve, du point de vue géographique, de l'autre côté du Bosphore, c'est-à-dire sur le territoire asiatique). Ces centres sont Rome et Constantinople.

Le fait que les frontières de l'Europe, ou plutôt de l'«européité», courent également dans le cadre géographique de l'Europe, est en relation étroite avec la formation de ces deux centres qui consistaient, à l'origine, uniquement en un certain partage; mais déjà au début du millénaire actuel ils commencèrent à mettre en évidence certains contrastes.

Il s'agit non seulement de partage et de contraste de deux centres de pouvoir (à l'origine également étatique et toujours ecclésial), mais également de traditions culturelles diverses. Cette diversité et ce contraste ne s'identifient que partiellement avec la distinction pré-chrétienne entre la Grèce et Rome; elle a cependant son propre profil et dérive de nombreuses causes et circonstances qui font partie de l'ensemble de l'histoire de l'Eglise et de la politique de l'Europe du début de notre millénaire.

La signification prise au cours du premier millénaire par la pénétration dynamique des influences grecques et de l'Asie mineure, pour la formation de ce centre oriental est bien connue. Constantinople qui a été, en son temps, le centre de formation de la variation orientale de l'«européité» et est restée son symbole, est elle-même le résultat de la pénétration réciproque de ces influences. Il convient de prendre en considération ce bref secteur de la frontière géographique entre l'Europe et l'Asie; peut-être même plus, car ce long secteur septentrional court le long des monts de l'Oural jusqu'à la mer Caspienne et le long du Caucase jusqu'à la mer Noire. Il semble que ce soit là la frontière le long de laquelle s'est formée l'Europe orientale en particulier ou plutôt la variation orientale de l'«européité»: frontière non seulement du contraste et des antinomies internes qui portent avec elles l'orient et l'occident européen, mais également frontière du complément réciproque, du caractère complémentaire à la base duquel se trouve cependant une source commune.

## Une perspective millénaire de l'histoire de la Pologne

Je désire, pour le moment, porter mon regard vers le processus de formation de ces deux variations de l'«européité» (occidentale et orientale), à travers l'histoire millénaire de la Pologne, de ma patrie.

Je le fais avec d'autant plus de courage, que la Pologne a été dénommée, au début de la Seconde Guerre mondiale, la *clé de l'Europe* (1).

Il est bien connu que la mission des saints Cyrille et Méthode, après avoir laissé Constantinople, est arrivée jusqu'aux frontières méridionales de la Pologne historique, qui court le long des Carpates. L'évangélisation préhistorique de la Pologne méridionale, c'est-à-dire le baptême des Vislans au IX<sup>e</sup> siècle, est justement en rapport avec cette mission. Le baptême reçu par le premier souverain historiquement reconnu de la Pologne en 966 à Poznan ou à Gniezno et l'action consciente de la dynastie des Piast à laquelle il donna un début ont décidé que la nation et l'Etat qu'il créa soient étroitement liés au Saint-Siège et à la culture occidentale, *projetés de Rome*. C'est dans le cadre de cette

même influence que se trouva plus tard (nettement au XIV<sup>e</sup> siècle) la Lituanie, située au nord de la Pologne.

On peut reconnaître, dans cette frontière qui a été atteinte par l'influence de la projection de Rome, sans l'ombre d'un doute, la frontière qui, dans le cadre de l'Europe géographique, décide de la division entre l'orient et l'occident. C'est justement dans ces terres, où s'est formée l'histoire de la Pologne - déjà également comme Etat d'une seule et unique nation pendant la dynastie Piast jusqu'en 1370 et, surtout, comme «république de l'union» des trois nations commencée dès la fin du XIV<sup>e</sup> siècle - qu'eut lieu cette rencontre séculaire des influences provenant de l'occident et de l'orient, de Rome et de Constantinople.

Cette rencontre mérite une étude approfondie, justement en raison du titre de cet article, formulé sous une forme de question: «une frontière pour l'Europe: où?». Nous sommes obligés, ici, de nous limiter uniquement à signaler ce problème, dont l'importance fondamentale ne peut être couverte ni par un phénomène à caractère politique, c'est-à-dire l'union entre la Pologne et la Lituanie en 1375, ni par un événement à caractère ecclésiastique, c'est-à-dire l'union de Brest-Litowsk en 1596.

Il est évident que ces événements témoignent déjà, de par eux-mêmes, le processus de pénétration réciproque - ou de contraste - des influences provenant de deux centres de projection différents. On pourrait hasarder l'hypothèse que c'est justement ce processus de pénétration ou de contraste de ces influences de l'occident et de l'orient qui est essentiel pour la formation de la Mitteleuropa. Il est probablement important que ce processus ne soit pas terminé par l'absorption de l'orient par l'occident, ou de l'occident par l'orient, et même par la création d'une forme quelconque de conformisme dans une direction unique. Cela a plutôt été une tentative séculaire de coexistence et de coopération de ces variations de l'«européité» qui se sont développées d'une façon régulière.

Ceci est surtout important lorsqu'il s'agit d'évaluer l'union ecclésiastique qui est exposée, de nos jours, à des simplifications trop précipitées au nom de l'oecuménisme du XX<sup>e</sup> siècle.

## Dialectique des frontières de l'Europe: l'Orient

L'étude du problème de la frontière entre Orient et Occident si importante pour l'essor de l'Europe, exige encore l'introduction d'un élément qui bien que n'étant souvent pas pris en considération n'est pas sans être privé de signification pour l'histoire de l'Europe antique et moderne. Il s'agit d'une action militaire sur l'Europe provenant du coeur de l'Asie.

Cet événement ou la répétition de ces événements se différencie substantiellement, étant donné son caractère, de ces épisodes de pénétration créatrice qui se vérifiaient au cours du premier millénaire, surtout dans le secteur de la frontière qui court entre l'Asie et l'Europe: le long du Bosphore et du détroit des Dardanelles. Ces épisodes ont certainement eu un rapport avec le processus d'évangélisation; tandis que les invasions militaires provenant de l'intérieur de l'Asie ont été déterminées par le désir de conquérir et de rendre esclaves des peuples qui commençaient, à cette époque (XIII<sup>e</sup> siècle) à avoir un propre profil culturel et politique assez net.

Les invasions des Tartares qui, dès la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, avaient bouleversé la Russie (Ukraine) ont ensuite détruit les terres polonaises et ont rasé au sol villes et villages. Arrêtés dans la plaine de Lignica par Henri le Pieux, fils de sainte Edwige, les Mongols se sont retirés à l'est du Dniepr et se sont établis sur le territoire de l'actuelle Russie.

Adam Mickiewicz - toujours avec cette sympathie que lui et les Polonais ont pour le peuple russe - lors de ses leçons parisiennes tenues à la Sorbonne au cours des années 1840-41, se prononçait plutôt prudemment sur l'influence des asiatiques (car tels étaient les Mongols) dans la formation de la mentalité des peuples slaves qui séjournèrent pendant plus de deux cents ans dans les territoires de la Russie qui suivit, c'est-à-dire celle des tsars (à partir de 1450) sous cette influence (2). L'historiographe de l'empire russe Karamzin s'exprime sur cette question d'une façon plus radicale (3).

C'est ainsi que la frontière orientale de l'Europe est surtout la frontière de la pénétration de l'Évangile et, en un deuxième temps, celle des invasions provenant de l'intérieur de l'Asie dont le but était d'asservir les peuples européens.

Parallèlement à cette étrange dialectique des événements historiques, sur les ruines de nombreuses frontières tracées et déplacées par l'histoire, on doit observer attentivement la façon dont court la frontière chez les hommes eux-mêmes. Jusqu'à quel point arrive chez eux le sens de l'homme et de la dignité humaine tirés de l'Évangile? Où commence la passivité servile, dérivée d'esclavages séculaires? C'est cela que nous devons prendre en juste considération quand nous nous posons la question: «une frontière pour l'Europe: où?».

## Dialectique des frontières de l'Europe: l'Occident

Quand ce sont les hommes de l'Europe occidentale qui posent cette question, il faut immédiatement relever que les frontières de l'Europe, justement dans la région d'où vient cette question, c'est-à-dire à l'ouest, sont évidentes et ne sont à l'origine d'aucun doute.

Cependant, quand nous parlons de frontières non seulement dans le sens géographique, mais également dans les sens psychologique et éthique, il n'est alors pas difficile de noter que l'Europe occidentale est soumise, de nos jours, à un profond bouleversement que l'on pourrait définir *une crise de ses frontières*.

Il ne s'agit pas de frontières au sens administratif du mot, car elles semblent être tranquilles d'autant plus, d'ailleurs, qu'elles ne l'étaient pas depuis longtemps. Il s'agit, par contre, d'un phénomène de post-colonialisme qui pourrait être caractérisé comme un retour de l'occident européen aux frontières d'origine. L'époque coloniale a élargi ces frontières loin dans le monde et les a transférées sur les autres continents.

Le phénomène contemporain du «rétrécissement» des frontières de l'Europe occidentale n'est absolument pas uniquement un problème éthique. Il porte en soi non seulement une justification mais également, dans la même mesure, un remords de conscience et un avertissement.

Une justification: car les nations et les États colonisateurs de l'Europe occidentale cherchent à démontrer qu'ils ont préparé graduellement - avec leur activité dans les territoires colonisés qui leur ont été soumis en premier - les peuples à l'indépendance nationale et à la souveraineté politique.

Un remords: parce qu'il est incontestable qu'elles ont exploité les richesses humaines et naturelles d'une façon telle que leurs ex-sujets, actuellement indépendants, ne cessent de le leur reprocher.

Un avertissement: car le colonialisme renaît toujours sous diverses formes de néo-colonialisme.

Ainsi au moment même où nous examinons la frontière occidentale de l'Europe, conçue le long de ce double sens - temporel et spatial - et, en même temps essentiellement humain, c'est-à-dire éthique, nous devons tourner nos regards vers la frontière orientale, et comprendre également toute sa spécificité historique et anthropologique. Et vice-versa.

En outre, quand nous percevons l'existence de deux «mondes», surtout dans les sens constitutionnel et politique, de deux blocs, nous devons également voir l'entière et profonde complexité qui est couverte par cette division.

Cette complexité est énorme et multiple, car les couches historiques et l'histoire même des âmes humaines et de toutes les nations ne pourront jamais être couvertes par un labourage d'un tracteur mécanique. Il est possible que l'homme européen ne s'identifiera jamais, lui aussi, avec les processus de l'exploitation, de la production et de la consommation forcenée, organisés d'une façon ou d'une autre.

Par contre, l'aliénation liée à ces processus, le profond malaise de la conscience de soi-même et de l'humanité peut menacer l'homme contemporain - et menace, en effet, l'européen contemporain.

## Identité et liberté sont solidaires

Nous ne devons, cependant, pas nous éloigner du sujet. Il semble qu'en répondant à la question: «une frontière pour l'Europe: où?», nous puissions - à la suite de ces réflexions - arriver à certaines conclusions (et, en même temps, exprimer ces conclusions dans la forme des propositions suivantes).

1. Il devient plus que jamais nécessaire de reconnaître ces variations de la conception même d'«européen» qui ont été modelées par les diverses traditions, indépendamment de l'appartenance à certaines conditions constitutionnelles et de système.
2. Il devient plus que jamais nécessaire de reconnaître que le respect de la dignité et la véritable liberté de l'homme ne peut s'arrêter sur aucune frontière, surtout sur aucune frontière qui court à travers le continent européen.
3. Il est plus que jamais nécessaire de se rendre compte que l'Europe, dans ses frontières géographiques étroites et avec son héritage de culture et de civilisation, ne peut construire son avenir que sur la base de principes éthiques forts et uniquement si la pénétration créatrice du levain évangélique ne succombera pas en elle à cause de la conquête et de l'esclavage des hommes et des nations.

K.W.

- 
1. R.L. Buell, *Poland: Key to Europe*, Alfred A. Knopf, New York-Londres, 1939.
  2. A. Mickiewicz, *Les leçons sur la littérature slave tenues au Collège de France à Paris pendant les années 1840-1841*, traduction de Keliks Wrotnowski (1865) par «Slowo Polskie», Lwów 1900.
  3. «Non seulement le vulgaire noyait et brûlait, dans son acharnement, les hommes (...), mais également les punitions elles-mêmes, introduites dans les lois, sont d'une cruelle barbarie (...). C'est depuis cette époque qu'il y eut des hommes riches et puissants, accusés de véritables crimes contre l'Etat qui commencèrent à fustiger en public. Cette coutume indigne de l'homme, nous la devons aux Mongols. Les commerçants, les voleurs de grand chemin et les autres voleurs mongols nous traitaient comme des serfs qui ne méritaient que le mépris (...). Après avoir perdu la dignité nationale, nous avons appris les viles roueries de l'esclavage qui remplacent la force chez les personnes incapables. En trompant les Tartares, nous avons acquis le vice de nous tromper réciproquement (...). L'avidité de l'argent a fait naître l'insolence. Le sentiment de l'oppression, la peur, la haine dominant les esprits font naître les coutumes sombres et austères (...).»

# Un jugement de Lénine sur l'impérialisme soviétique

de *ARNALDO MAURI*

**L**a théorie la plus répandue sur l'impérialisme est celle que soutient l'école marxiste qui rapproche ce phénomène politique du système économique capitaliste. La paternité de cette formulation théorique ne peut toutefois pas être attribuée à Karl Marx, mais l'est communément à un écrit efficace de Lénine qui remonte à 1916 et dont le titre « Impérialisme, phase suprême du capitalisme » synthétise clairement la thèse qui y est soutenue.

On sait peut-être moins que cette oeuvre du grand révolutionnaire russe, inspirée d'objectifs contingents, n'a aucune prétention d'originalité et de caractère scientifique. C'est avec électisme que furent rassemblées et classées des contributions d'auteurs qui avaient analysé, au cours des années immédiatement précédentes, le phénomène de l'impérialisme. Deux livres eurent, en particulier, une influence considérable: le premier « Imperialism, a study » mis sous presse à Londres en 1902 par J. Hobson et le second « Das Finanzkapital » de R. Hilferding, sorti à Vienne en 1910.

*L'U.R.S.S., deuxième puissance*

*coloniale du monde*

Même si l'essai de Lénine - suggestif et réussi, et traduit dans presque toutes les langues - a fait l'objet d'innombrables interprétations et citations, il en ressort d'intéressantes observations après une lecture attentive et non conformiste. Nous pouvons noter, par exemple, que la Russie est incluse dans le groupe des principales puissances coloniales, devancée uniquement par l'Angleterre, et que l'expansionnisme russe est taxé, d'une façon irréfutable, d'impérialisme. Il faut apprécier, à cet égard, la lucidité des analyses de Lénine, surtout si on la confronte avec les positions qui prédominent actuellement et qui, par

superficialité ou par servilisme, lient systématiquement le concept de colonialisme à la non-contiguïté territoriale entre pays dominant et possessions coloniales, en le limitant, de fait, aux seuls territoires d'outre-mer. Si, pour ces personnes, il existait, à la place du détroit de Gibraltar, un banc de sable qui unisse l'Europe à l'Afrique, l'Espagne pourrait posséder, par exemple, des territoires jusqu'au Niger ou au Congo sans être pour autant définie colonialiste.

*La condamnation de Lénine*

Puis, si nous lisons la préface de l'opuscule en question, écrite à Péetrograd en 1917, nous remarquons que Lénine condamne durement l'attitude opportuniste et contradictoire de ces socialistes, sévères dans leur réprobation de l'impérialisme des puissances étrangères, mais toujours prêts à exalter ou à justifier celui de leur propre pays; il leur attribue l'appellation de « sociaux-chauvins ». Plus loin, il indique explicitement, parmi les proies de l'impérialisme russe, la Finlande, les nations baltiques, la Pologne et le Turkestan.

Or, près de trois ans après la publication de ce pamphlet, c'était justement Lénine qui, reniant - les faits le prouvent - son anathème contre l'impérialisme, poursuivait en Asie la politique expansionniste des tsars et contribuait paradoxalement, à supprimer toute crédibilité à son propre modèle de théorie économique de l'impérialisme, qui rejetait exclusivement sur le capitalisme la cause du phénomène en question.

Contrairement à la Sibérie occidentale, le Turkestan avait sa propre identité nationale et bien que se solidarisant avec la révolution, il revendiquait l'indépendance. La Russie soviétique refusait la décolonisation et réprimait le mouvement de libéra-

tion. De même, un traitement différent n'était guère réservé aux autres nations situées à l'est des montagnes de l'Oural ou dans le Caucase qui, bien que gouvernées par des régimes socialistes, désiraient se soustraire à la domination russe. Il suffit de citer l'annexion par la force des trois républiques transcaucasiennes: Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie. Le sort réservé à la nation arménienne fut particulièrement cruel; exsangue à la suite d'un génocide monstrueux, elle fut partagée avec la Turquie nationale-impérialiste de Kemal Pacha.

Diversément, pour des motifs indépendants de la volonté de Moscou, se déroulèrent les faits aux confins occidentaux, où les peuples précédemment sous le joug russe obtinrent leur indépendance. Cependant, une partie des nations finnoise et roumaine - précisément la Carélie orientale et la Transnistrie - restèrent en deçà des frontières soviétiques et furent ainsi à l'origine des «républiques» de Carélie et de Moldavie.

### Le social-chauvinisme de Staline

Avec l'arrivée au pouvoir de Staline, le régime soviétique prit les caractères de social-chauvinisme qu'avait durement critiqué Lénine en 1917. La pensée léniniste en matière d'impérialisme fut attribuée exclusivement au matériel de propagande; tandis qu'un écrit d'une époque moins récente était consacré au rôle de guide à la politique étrangère russe: il s'agissait du testament de Pierre le Grand datant de 1725.

A la lumière de cette volte-face, on comprend le pacte germano-soviétique de Moscou en 1939, qui partageait entre les deux puissances l'Europe orientale, et encore mieux le comportement soviétique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Enivrée par la victoire, la Russie accrut ses aspirations expansionnistes; et non contente de s'entourer d'une couronne d'Etats vassaux s'étendant de la mer Baltique à l'océan Pacifique, elle annexa des nations entières telles que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ainsi que de vastes territoires des Etats limitrophes, sans faire de distinction entre les complices et les victimes de l'agression nazie. C'est ainsi que l'on peut trouver dans la liste des nations mutilées à côté de l'Allemagne, la Finlande et la Roumanie, le Japon, la Tchécoslovaquie et la

Pologne. A la fin du conflit - si l'on comprend l'annexion de force de Tannou-Touva survenue en 1944 - le territoire renfermé à l'intérieur des frontières de l'U.R.S.S. enregistre un accroissement de près de 700 000 km<sup>2</sup> (soit environ la superficie globale de l'Italie, des deux Allemagnes, de la Belgique et du Luxembourg).

### La Roumanie, une île latine

#### dans une mer slave

Le traitement réservé à la Roumanie a été particulièrement dur, car elle était «coupable» de représenter un rempart de latinité et de culture européenne face à l'envahissement du monde slave jusque sur les rivages adriatiques. L'histoire ayant des cycles, la «Sainte Russie» retourne sur les territoires de la Roumanie orientale dans le rôle de prédateur travesti en «libérateur», comme le note avec une amère ironie Karl Marx dans le chapitre X du «Capital». Sbirer des nazis lors de l'agression dans les Balkans, mais fermement slave, la Bulgarie non seulement ne perdit pas de territoires, mais participa au festin aux dépens de la Roumanie.

A partir de l'après-guerre, la puissance russe est en croissance continue et il est superflu d'entrer dans les détails que tout le monde connaît parfaitement et qui marquent le progrès de l'expansion soviétique. Il suffit de rappeler qu'aujourd'hui ses forces militaires bivouaquent dans quatre continents et que ses flottes naviguent sur tous les océans.

### Le communisme russe n'est

#### plus léniniste

En 1916, Lénine avait défini «colonialiste et impérialiste» la Russie et «sociaux-chauvins» les marxistes qui justifiaient l'impérialisme de leur propre pays. Qu'y a-t-il de changé depuis lors dans la politique de Moscou? Comment Lénine définirait-il de nos jours la persistance de la domination russe en Asie et dans les pays baltiques, et l'expansion soviétique dans le monde, même aux dépens de pays socialistes? et l'attitude du parti communiste russe?

**L'**élection, désormais proche, du premier Parlement européen est décidément un événement d'une portée historique considérable. Avec elle prendra fin une des étapes les plus décisives du difficile chemin entrepris le 25 mars 1957, lorsque fut signé à Rome l'acte constitutif de la Communauté dont le but était le développement harmonieux de l'Europe par l'union économique et politique des pays membres. Le vote de près de 180 millions d'Européens qui se rendront aux urnes le 10 juin prochain devra faire en sorte que le premier Parlement qu'ils auront élu joue le rôle élevé et solennel d'Assemblée Constituante Européenne pour une affirmation toujours plus ferme de l'idée unioniste dans le vieux Continent.

Toutefois, si l'on examine, même rapidement, les précédents historiques en a-

mont de cet événement - des aspirations unionistes qui furent, à l'époque du Moyen Age, de Charlemagne et de Frédéric Barberousse, au concept de primauté de l'Europe qui fut de Machiavel et de Montesquieu, jusqu'au mythe de la nationalité lié à l'idée d'une Europe de la liberté contre celle de la Restauration et jusqu'à la crise de la civilisation moderne dont les aspects les plus délétères se manifestèrent d'une façon dramatique au cours des vingt années à cheval sur les deux guerres mondiales - il faudra reconnaître qu'une Europe politiquement unie a trouvé et trouve encore des obstacles non indifférents justement dans les différentes connotations de chaque Etat qui la compose. Plus précisément, l'Europe politique apparaît aujourd'hui divisée en deux blocs: l'un euro-atlantique et l'autre euro-asiatique. Et ceci est un état de fait.

---

### TROIS QUESTIONS A L'AMBASSADEUR DE GRECE A ROME M. JEAN M. PESMAZOGLU

- Monsieur l'Ambassadeur, la phase des consultations étant terminée, votre pays s'achemine rapidement vers son intégration concrète au sein de la Cee. Et même, selon la pensée du ministre Karamanlis, l'Europe ne pourra survivre que si elle trouve son unité. Ceci étant dit et mises à part les considérations d'ordre général, quels seront les avantages que votre pays espère, en particulier dans les domaines de l'économie et de la politique sociale, après son entrée dans le Marché commun comme membre à part entière?

- Quel rôle jouera votre pays dans les rapports entre la Cee et les pays arabes? Et plus précisément: étant donné les bons rapports pour une coopération économique accrue entre la Grèce et les pays arabes (par exemple, création à Athènes d'une banque helléno-arabe; formes d'investissement par les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient dans l'économie grecque), quelles pourraient être les possibilités concrètes de la Grèce comme trait d'union entre la Cee proprement dite et ces pays vers lesquels votre pays semble, d'ailleurs, être une main tendue?

- Une aire extrêmement vitale pour la Grèce est, incontestablement, son arrière-pays balkanique. La diplomatie de votre pays a mené et mène encore avec succès une politique de coopération constructive et intelligente avec la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie

cteur M. Sabino d'Acunto

*En outre, au sein de chaque bloc les contrastes ne manquent pas et même sont parfois profonds, et les déséquilibres, les poussées...*

*Il n'y a que la civilisation européenne qui soit restée, seule et toujours, vitale et exemplaire dans son unité originaire idéale, et ceci est un fait également de culture.*

*C'est peut-être justement grâce à ce dénominateur commun qu'il a été possible d'obtenir une entente sur l'unité de marché nécessaire pour la renaissance économique européenne, comme - et nous le souhaitons - il sera possible également d'assister à l'unification politique de l'Europe tout aussi nécessaire pour l'apport qu'elle donnera certainement à la cause de la paix dans le*

*monde, déterminant ainsi avec son unité un équilibre plus stable.*

*Sur la base de ces considérations préliminaires, quelle est la vision d'une Europe unie pour l'Espagne et la Grèce, pays méditerranéens, qui ont déjà demandé à entrer au sein de la Cee et dont l'admission est désormais proche? Surtout, quel rôle estiment-ils devoir jouer dans leurs rapports avec les pays communautaires et ceux du tiers monde, avec lesquels ils conservent des rapports d'intérêt réciproque?*

*Afin d'en connaître la pensée, il a été posé quelques questions au cours d'une interview que nous ont aimablement accordée Leurs Excellences M.M. les Ambassadeurs de Grèce et d'Espagne (\*).*

(\*) Dans notre prochain numéro nous publierons l'interview de Son Excellence l'Ambassadeur du Portugal à Rome, M. Tomas Andresen.

---

et l'Albanie. Ceci étant dit, quelles perspectives s'ouvriront pour la Grèce, une fois intégrée dans la Cee, dans ses rapports avec les pays balkaniques que nous venons de citer? Plus précisément: l'action diplomatique que réalise si activement votre pays dans les Balkans et au Moyen-Orient aura des retombées dans les relations entre la Cee elle-même et ces pays, et quelles seront-elles?

*B.E. Quels seront les avantages - en particulier dans le domaine de l'économie et de la politique sociale - que la Grèce pense pouvoir obtenir après son entrée dans la Cee comme membre à part entière?*

La Grèce a été le premier pays à signer un Traité d'Association avec la Communauté Economique Européenne au cours de la lointaine année 1962, c'est-à-dire il y a dix-sept ans. Nous avons déjà à cette époque la vision d'une Europe plus grande, politiquement unie et naturellement avec les mêmes conséquences économiques.

Depuis 1962, l'économie grecque s'est résolument orientée. liée et entrelacée à cel-

le de la Communauté. L'adhésion constitue, aujourd'hui, le débouché physiologique de ce processus d'adaptation et de coopération qui se poursuit depuis dix-sept ans.

L'évolution la plus importante obtenue depuis lors a été l'élimination des droits de douane; actuellement plus des deux tiers des exportations communautaires vers la Grèce entrent dans notre pays sans être soumises à ces droits et il en est de même pour les exportations grecques vers la Cee.

Ce désarmement douanier qui sera désormais complété par l'adhésion comme membre de plein droit, a donné à l'économie grecque une nette orientation européenne et a eu pour conséquence une forte augmentation des échanges entre la Grèce et la

Cee, bien que ces échanges soient encore nettement favorables à la Communauté et à chacun de ses membres comme, par exemple, l'Italie avec, pour conséquence, un déficit croissant de la balance commerciale grecque.

Mais également sur le plan de l'harmonisation des politiques agricoles, du mouvement des personnes et des services, de la taxation, des normes administratives et législatives, la Grèce s'est déjà orientée vers les conceptions de la Cee; son adhésion renforcera donc la tendance à la transformation de l'économie grecque, avec une ultérieure réduction de l'emploi dans l'agriculture, un plus grand accroissement du Pnb et de la production industrielle.

En ce qui concerne le secteur de la politique sociale, avec l'adhésion de la Grèce à la Cee, nous espérons surtout que soient reconnus tout d'abord à nos travailleurs émigrés dans les pays membres de la Communauté les mêmes droits et le même traitement que ceux dont jouissent les travailleurs des Neuf.

De toute façon, je voudrais souligner à ce propos - étant donné qu'on nous a souvent reproché que l'adhésion de mon pays à la Cee et, par suite, la libre circulation de ses travailleurs risque de dramatiser encore plus le problème du chômage au sein de la Communauté - que nous estimons ces craintes absolument sans fondement, aussi bien pour la Cee dans son ensemble que pour l'Italie en particulier.

En effet, grâce à un processus continu d'industrialisation, l'économie hellène est actuellement en mesure d'absorber non seulement l'accroissement naturel de la main-d'oeuvre potentielle, mais également les travailleurs rapatriés. Je n'en veux pour preuve qu'en 1978 le taux du chômage n'atteignait en Grèce que 1,5% à peine et que durant la même période pas moins de 26 000 travailleurs étrangers (provenant surtout de pays de l'Europe orientale) y ont trouvé du travail.

*B.E. Quel rôle jouera votre pays dans les rapports entre la Cee et les pays arabes? Etant donné les bons rapports pour un meilleur accroissement économique entre la Grèce et les pays arabes, quelles pourraient être les possibilités concrètes de la Grèce comme trait d'union entre la*

*Cee proprement dite et ces pays vers lesquels votre pays semble, d'ailleurs, être une main tendue?*

Grâce à sa position géographique et aux liens traditionnels d'amitié qui l'attachent aux pays arabes, la Grèce s'apprête à devenir un pont entre la Cee et le Moyen-Orient.

Avec l'augmentation des prix du pétrole et celle vertigineuse des entrées de devises dans les pays producteurs de brut, les Etats arabes ont commencé à établir des projets d'infrastructures sur une grande échelle pour accélérer leur essor économique et social et le rythme d'expansion de leurs importations s'accroît toujours plus. Dans ces deux secteurs, la présence de sociétés techniques et d'exportateurs d'origine grecque a été vivement ressentie. D'ailleurs, le rapide progrès des exportations grecques vers les pays arabes est soutenu par l'activité des sociétés techniques au Moyen-Orient. Ces exportations consistent essentiellement en ciment, matériels divers, constructions métalliques, matériels de transport, etc.

Les deux facteurs dont je viens de parler présenteront des avantages importants pour les pays de la Cee à la suite de l'adhésion de la Grèce. Et ceci non seulement parce que le renforcement de notre balance commerciale, provenant de notre activité dans les pays arabes, contribuera substantiellement à améliorer la balance commerciale de la Communauté, mais aussi, et surtout, parce que la présence massive de sociétés techniques grecques dans cette région, accompagnée du dynamisme des exportations de notre pays, contribuera à un plus grand développement des intérêts communautaires dans les pays arabes.

Cette collaboration entre la Grèce et la Cee peut se réaliser par la création de sociétés à participation helléno-communautaire (*joint-ventures*) qui seront en mesure d'exercer diverses activités, tant dans le secteur des constructions que dans celui de la pénétration commerciale dans les pays arabes, vu que ces deux secteurs disposent encore d'énormes potentiels de développement.

C'est également à cette fin que s'est constituée à Athènes, en 1978, la banque helléno-arabe dans le but précis de promouvoir des formes d'investissement de la

part des pays pétroliers du Moyen-Orient dans l'économie grecque et réciproquement des investissements grecs dans ces pays: c'est dans ce contexte qu'ont déjà été discutés des projets précis de financement d'oeuvres de construction dans différents pays de la mer Rouge et, en général, du Moyen-Orient.

La capacité et l'expérience bien connues des techniciens et des hommes d'affaires grecs, qui connaissent à fond les conditions économiques, politiques et culturelles des pays arabes, faciliteront considérablement l'accès des sociétés à capital helléno-communautaire dans le Moyen-Orient.

*B.E. Une région extrêmement vitale pour la Grèce est incontestablement son arrière-pays balkanique... Ceci étant dit, une fois intégrée dans la Cee, quelles perspectives s'ouvriront pour la Grèce à l'égard des pays arabes précédemment cités? Plus précisément, l'action diploma-*

*tique aussi activement réaliste de votre pays dans les Balkans et au Moyen-Orient voisin, aura quelle retombée sur les rapports avec la Cee et ces pays?*

Indépendamment de la position de la Grèce dans la péninsule balkanique et des initiatives entreprises pour une meilleure coopération dans cette région qui comprend également, à l'exception des pays sus-mentionnés, la Turquie (pays associé à la Communauté), il est naturel qu'avec l'adhésion de notre pays à la Cee cette présence de la Communauté se renforce dans la péninsule balkanique.

D'autre part, la Grèce a toujours maintenu une position privilégiée dans ses rapports avec la plupart des pays du Moyen-Orient et il est naturel qu'elle connaisse, éventuellement, mieux que ses autres partenaires communautaires, les «difficiles équilibres» que l'Europe, et la Cee en particulier, cherche à conserver dans cette région vulnérable du monde.

---

## TROIS QUESTIONS A L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE A ROME M. CARLOS ROBLES PIQUER

- Monsieur l'Ambassadeur, compte tenu de la situation constitutionnelle de la Cee et de la structure démocratique actuelle de l'Espagne, qui a dégagé le terrain de nombreux obstacles d'ordre idéologique, quels sont les instruments que doit préparer, à votre avis, votre pays pour que l'entrée au sein de la Cee ait lieu dans un climat de réalisme concret? Plus précisément: quelle signification doit-on donner aux paroles du ministre espagnol pour les Relations avec la Cee, M. Leopoldo Carlo Sotelo, lorsqu'il a affirmé, au cours des négociations officielles, que l'Espagne est disposée à accepter les Traités et le patrimoine de la Cee non pas avec une attitude passive et indifférente, mais d'une façon active et résolue?

- Etant donné l'évolution positive des rapports entre l'Espagne et les pays de l'Amérique latine - du Mexique à l'Argentine - quel rôle estime devoir jouer votre pays au sein de la Cee pour que cette dernière mène, vis-à-vis de l'Ibéro-amérique, une politique en accord avec les idéaux de coopération en cours entre l'Espagne et ces pays?

- Les récentes orientations en politique étrangère de l'Espagne à l'égard des pays méditerranéens et atlantiques de l'Afrique mettent l'Espagne - si proche, géographiquement, du reste, du Continent africain - dans une condition particulièrement intéressante. Ceci étant dit, de quelle manière l'Espagne - et par suite la Cee - pourra, dans un intérêt réciproque, rendre toujours plus coopérante la politique de rapprochement de votre pays avec les pays africains?

1. Tout d'abord, je crois que la demande espagnole d'adhésion à la Communauté européenne va bien au-delà d'un choix commercial ou seulement économique pur. D'après de multiples discours et déclarations, on en déduit la volonté espagnole d'adhérer à l'Europe dans ses plus profonds idéals culturels et de civilisation, et dans ses buts d'intégration politique les plus ambitieux. Je dirais que nous trouvons une preuve de cet état de fait dans l'unanimité exprimée, en ce qui concerne ce problème, par toutes les forces politiques et sociales espagnoles: aucune voix ne s'est élevée contre cette adhésion. Cette unanimité, tout autre que fréquente, est née, à

mon avis, de la conscience que le futur d'une nation de moyenne grandeur et puissance, comme l'est l'Espagne, est lié à un dessein européen, et non seulement d'ordre économique.

Il découle de cette volonté l'engagement actif et décidé auquel vous faites allusion en citant le ministre Calvo Sotelo. Il est évident que l'acceptation des Traités constitutifs de la Communauté et du droit correspondant ou «acquit communautaire» est hors de discussion, même si l'élargissement de la Communauté obligera à accélérer la solution de problèmes existant déjà dans la Communauté des Neuf.

L'adhésion de l'Espagne comportera un

28 Mai 1979

**Bienvenue à la Grèce  
de la part  
des Neuf de la C.E.E.!**

*Bulletin européen*

effort considérable pour l'économie de ce pays, particulièrement dans le secteur industriel où, à côté d'entreprises de grandes dimensions et de productivité élevée, coexistent de nombreuses autres qui survivent sous l'ombrelle protectrice des droits de douane. Le gouvernement espagnol a déjà entamé, depuis l'année dernière, une politique graduelle d'abaissement de ses propres tarifs douaniers.

Dans le domaine agricole, les effets de l'adhésion seront bien plus complexes tant pour l'Espagne que pour les divers membres de la Communauté. Si l'on considère le problème dans son ensemble, il est clair qu'à long terme l'adhésion de l'Espagne à la CEE sera avantageuse pour tout le monde. La CEE est plus déficitaire que l'Espagne en produit agro-alimentaires; dans ce secteur, le déficit de la Communauté est d'environ 16 fois supérieur à celui de l'Espagne; c'est pourquoi, du point de vue de l'aspect complémentaire, l'adhésion de l'Espagne est avantageuse pour les autres pays européens, surtout pour ceux du nord de la Communauté, étant donné la plus grande sécurité dans les approvisionnements de produits importants comme les agrumes, le blé dur, le riz, l'avoine et le seigle, les légumes frais, les fruits frais, la viande ovine et même quelques types de graines d'huile, secteurs dans lesquels la CEE est déficitaire, tandis que l'Espagne y enregistre des excédents. La présence du vin espagnol serait également avantageuse, car l'Espagne n'exporte que des vins de qualité, environ 15% de sa production globale. D'autre part, l'Espagne pourrait, à son tour, s'approvisionner en céréales européennes en excédent comme l'orge, le blé tendre et en produits laitiers (lait frais et fromages), poissons, etc.

L'offre espagnole ne nuirait à la Communauté qu'en ce qui concerne les petits viticulteurs, horticulteurs et fructiculteurs qui seraient les plus touchés. En Espagne, par contre, ces cultivateurs seraient les plus favorisés, tandis que les éleveurs, spécialement ceux de l'Espagne humide, et les pêcheurs artisanaux pourraient aller au-devant de la ruine avec l'intégration pure et simple de l'Espagne au sein de la CEE, s'il n'était pas préalablement adopté des mesures de sauvegarde opportunes.

2. Je ne crois pas beaucoup aux rôles pré-

déterminés en politique, mais je crois que les conditions de fait, c'est-à-dire historiques et culturelles, seraient favorables à l'Espagne, afin qu'elle puisse exercer, au sein de l'Europe Communautaire, un rôle de rapprochement entre les deux continents. Un rapprochement qui pourrait, à travers une politique généreuse de coopération économique, à moyen et à long terme, ramener les pays latino-américains sur des positions socialement plus justes et donc politiquement plus stables. De toute façon, je répète que ce rôle devra être conquis et mérité par l'Espagne. Je sais que quelques pays du nord de l'Europe sont conscients de cet éventuel apport de l'Espagne.

D'autre part, l'Italie et l'Espagne, conjointement avec le Portugal, partagent un rapport spécial avec ce que l'on appelle l'Amérique latine et que nous, Espagnols, sommes habitués à appeler «Ibéro-amérique» ou «Hispano-amérique». Ces trois pays doivent, à mon point de vue, être les représentants naturels de la voix de ce grand continent qui s'étend du sud des Etats-Unis jusqu'à la Terre de Feu, dans l'Europe Communautaire.

3. La position vis-à-vis des pays africains de la Méditerranée est plus complexe. Le voisinage géographique et des événements historiques peuvent non seulement faciliter les rapports, mais font également surgir, de fait, des problèmes; je souhaite qu'ils puissent être résolus dès que possible. L'amitié envers les pays arabes nous ouvre de nombreuses portes; mais malheureusement, jusqu'à ce jour, notre coopération dans le cadre économique n'a pas été importante. Je crois que dans ce domaine concret, les possibilités d'action conjointe entre l'Italie et l'Espagne sont considérables, même si jusqu'à présent il ne s'est pas développé une politique commune entre ces pays européens et méditerranéens. C'est une ligne sur laquelle nos efforts devraient converger non seulement pour un intérêt économique réciproque, mais également avec des objectifs de stabilisation de l'aire méditerranéenne, d'une importance fondamentale, pour que toute l'Europe soit stabilisée.



# LES CONSERVATEURS ONT GAGNE

Pour la première fois, une femme à Downing Street

La nation britannique a décidé que l'époque était mûre pour un changement de la garde à Downing Street. Celle qui a prêché l'efficacité est donc, après avoir rempli la formalité de «prêter serment» devant la Reine Elisabeth, le nouveau Premier ministre du royaume et restera comme tel pour au moins les cinq prochaines années. Malgré les oscillations des données fournies quotidiennement par les sondages sur le résultat de la lutte avec les travaillistes, il n'y a en réalité jamais eu de doutes sérieux. Callaghan avait irrémédiablement raté le coche en octobre dernier; contre les attentes de tous, à commencer par l'appareil des Trade-Unions, il n'eut pas le courage de procéder tout de suite aux élections générales et préféra, par contre, poursuivre son mandat le mieux possible pendant six autres mois jusqu'au moment où, sur le sillage de l'échec du référendum pour les autonomies dans le Pays de Galles et en Ecosse, il fut battu à la Chambre par le vote sur la confiance.

Le résultat de la consultation du 3 mai est remarquable plus qu'il n'en paraît à première vue. La campagne électorale de

Mme Thatcher n'a pas été électrisante, contrairement à celle de M. Callaghan. Le leader conservateur est apparu peu habile pour inspirer la confiance et l'affection des électeurs non engagés. Mais elle a tout de même réussi à gagner parce que, comme le souligne l'«Economist», les électeurs britanniques, fidèles d'instinct à une antique coutume, ont voté «contre le gouvernement plus qu'en faveur de l'opposition» prêts à affronter la grande inconnue du défi lancé par Mme Thatcher.

«Nous accorderons la priorité absolue à la réduction des impôts», a été la rengaine assénante de la «dame de fer» lors de sa campagne électorale. Elle s'adressait à un auditoire des plus réceptifs, si l'on pense que dans ce pays l'impôt progressif frappe les revenus provenant du travail de 33 à 83% et les revenus de capital jusqu'à 98%. La promesse de réduire les impôts à des niveaux moins draconiens fait partie d'un phénomène qui n'est pas nouveau et qui s'est déjà manifesté en Suède et lors de la récente rébellion antifiscale en Californie. Mais cette promesse est-elle applicable? Il devrait ressortir une indica-

tion assez précise du budget contenant le programme financier du nouveau gouvernement que sir Geoffroy Howe, le successeur du Chancelier de l'Échiquier, Denis Healey, devra présenter à la nation au cours des cinq prochaines semaines. Les économistes suggèrent à Mme Thatcher de résister à la tentation, certainement très forte, de procéder instantanément à une vaste opération d'élagage sur tout le front du prélèvement fiscal.

L'intervention devra être pondérée et graduelle, modulée sur une «déclaration d'intentions» claire et sans équivoque: d'une part, un déplacement vers la taxation indirecte, une révision critique de l'assistance régionale du «national Enterprises Board» (une sorte d'Institut pour la Reconstruction Industrielle), des subsides aux chômeurs et de la construction populaire; d'autre part, une série d'interventions non moins draconiennes dans les secteurs du financement public et des administrations locales affectées d'éléphantiasis bureaucratique.

Il s'impose donc - et cette évidence est acceptée par tout le monde, même par les anciens ministres

travailleuses - une réforme des Trade Unions qui devra toutefois être réalisée avec sagesse et circonspection, en tenant compte des lourdes expériences des dix dernières années. Mme Thatcher s'est limitée, au cours de sa campagne électorale, à proposer un assouplissement de ce que l'on appelle le «closed shop» (l'inscription obligatoire imposée par les syndicats) et un contrôle des formes les plus intimidatrices des piquets de grève. Elle a déclaré être favorable à la libre contractation collective (qui est ce que désirent les syndicats et le gouvernement Callaghan lui-même; les tentatives de prolonger la trêve revendicative ayant échoué, il avait été contraint d'accepter), en ajoutant toutefois, par mesure de prudence, de ne pas pouvoir exclure «dans des situations déterminées d'urgence» l'imposition d'une discipline salariale ad hoc.

Margaret Thatcher semble jouir de moins d'espace de manoeuvre dans deux

autres domaines qui exigent pourtant son attention immédiate: l'Irlande du Nord et la Rhodésie. Dans les deux cas, elle s'est vaguement engagée à respecter le principe de la «règle de la majorité démocratique», en évitant, cependant d'éclaircir, en l'occurrence, les connotations précises de cette règle. Pour l'Irlande du Nord, une initiative concrète du gouvernement de Londres s'impose avec un caractère d'extrême urgence. Une demande précise est justement venue, à la veille de la victoire «tory», du gouvernement de Dublin. Le vice-Premier ministre, George Colley, a accusé les hommes politiques britanniques d'avoir pratiquement mis de côté le problème nord-irlandais et d'être incapables de le traiter sérieusement et de l'exploiter - comme le déclara récemment le président de la Chambre des Représentants américaine O'Neill - dans des buts de propagande sectaire. Colley demande tout d'abord à la Gran-

de-Bretagne d'abandonner la vieille garantie donnée aux Unionistes selon laquelle il n'y aura aucun changement dans le statut des provinces sans l'approbation de la majorité protestante. Retirez cet obstacle - déclare Dublin - et le progrès politique pourra, finalement, être enclenché. Mme Thatcher pourrait au moins se déclarer disposée - ajoute l'«Economist» - à entamer un dialogue avec le gouvernement de l'Eire sur la question cruciale du maintien de la loi et de l'ordre public et avec les minorités catholiques de l'Ulster sur la concession d'une forme limitée d'autonomie. «L'administration conservatrice - avertit l'influent périodique londonien - ne doit pas laisser l'Irlande du Nord dans la situation scandaleuse où elle l'a trouvée».

Le problème de la Rhodésie (et Ian Smith a récemment déclaré à Salisbury, être heureux de la victoire de Mme Thatcher, mais de n'y voir aucun motif pour s'abandonner à l'enthousiasme) est le problème de politique étrangère le plus difficile et le plus rude. Le conseil le plus sage qu'offrent les commentateurs londoniens au nouveau chef du gouvernement est de se consulter scrupuleusement avec toutes les parties intéressées (et c'est le même avertissement indirect lancé par l'ambassadeur américain à l'Onu, M. Young) avant de décider si reconnaître ou non l'administration nouvelle née de la «solution interne» rhodésienne.



# L'EUROPE DES RÉGIONS

## une conférence sur l'autonomie régionale

Les participants à la Conférence sur l'Autonomie Régionale (Europe of Regions), qui s'est tenu du 17 au 22 septembre 1978 au Château de Christiansborg, siège du Parlement danois, ont approuvé une déclaration sur une question qui n'a rien perdu de son actualité. Voilà pourquoi, à neuf mois de distance, nous l'évoquons et en reproduisons, le texte.

Les participants ont souligné que dans la situation actuelle de l'Europe, où de graves problèmes sont souvent posés par le manque de répartition démocratique du pouvoir, il est important qu'un pays comme le Danemark offre un lieu de rencontre d'étude et de conciliation pour les hommes dont ces problèmes motivent et les inquiétudes et l'action. Les participants expriment le ferme souhait que cette conférence devienne régulièrement annuelle, et qu'elle se réunisse chaque année à Copenhague, où son secrétariat est établi.

La Conférence de 1978 se termine par la déclaration ci-dessous approuvée par cette Assemblée, que nous appelons *Déclaration de Copenhague*, et qui fournira dans les années à venir à la fois une inspiration et une direction pour notre travail.

1. L'organisation politique de l'Europe en régions est la condition d'un développement harmonieux et pacifique des peuples européens.
2. Selon les termes mêmes de la Déclaration faite à Bordeaux par la Convention du Conseil de l'Europe sur les Problèmes de la Régionalisation, termes que nous faisons nôtres, la région en Europe doit être définie comme le territoire d'une communauté humaine: « Cette communauté se caractérise par une homogénéité d'ordre historique ou culturel, géographique ou économique, ou tout à la fois, qui confère à la population une cohésion dans la poursuite d'objectifs et d'intérêts communs. C'est cette cohésion, autour d'un certain nombre de critères variables, mais jugés essentiels par la communauté elle-même, qui donne à celle-ci sa personnalité et le désir d'exister et d'être considérée comme une unité. » Dans aucun cas, le découpage régional ne devra établir de frontière au travers d'une telle communauté.
3. La région doit bénéficier d'un régime démocratique, qui implique l'élection au suffrage universel d'une Assemblée Régionale délibérante et l'existence d'un exécutif régional responsable devant elle.
4. Le principe de l'autonomie régionale s'applique à tous les domaines essentiels à la vie et au développement de la communauté.
5. Les accords et les conflits entre les régions, entre les régions et les Etats, entre les régions et l'Europe font l'objet de procédures de concertation et de conciliation, incluant, en cas de nécessité, le recours à une Cour d'Arbitrage à l'échelon européen.
6. Une deuxième Chambre Européenne à représentation régionale donne aux Régions les moyens d'intervenir dans la politique de construction et de gestion de l'Europe.

# LIVRES RECUS

Vito Saccomandi, *Politica Agraria Comune e integrazione europea* (Politique agricole commune et intégration européenne). Edagricole, Bologne 1979 (250 pages, couverture en couleurs)

**L**es échos de la politique agricole communautaire arrivent de tous les coins de l'Europe et donc de l'Italie également même si, il faut l'avouer en toute franchise, ils sont rares et généralement peu clairs. De Bruxelles sont parties des décisions, des propositions souvent mal accueillies, souvent mal interprétées, pas toujours réalisées.

Mais malgré tout, le dialogue sur l'Europe verte se poursuit depuis plus de vingt ans.

Maintenant une contribution incontestablement originale nous vient de Bruxelles pour une meilleure connaissance de la politique agricole commune. Elle est due à un Italien qui a pu joindre à la préparation économique de base, l'expérience du travail communautaire exercé dans les Services de la Commission.

Le livre qui en est sorti n'est donc pas la répétition scolaire de choses entendues, mais le fruit direct de choses vécues. D'où la clarté de l'exposé, la «coupe» systématique du travail «à la française», l'enchaînement ininterrompu des faits et des commentaires.

Les mécanismes de la politique agricole commune ne sont pas simples. Bien au contraire. Pour les analyser, l'auteur est remonté aux sources de l'Europe Verte et en a examiné les faits antécédents, les origines, l'évolution: 20 ans non seulement décrits, mais également étudiés, avec un exposé qui tout en étant rigoureux, laisse un large espace au lecteur pour tirer ses propres conclusions.

La politique agricole, qui a été un peu le cheval de bataille de la CEE dès sa constitution en 1957, l'est plus que jamais à la veille d'événements historiques.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage, directement ou indirectement, la réponse à de nombreuses questions et le lecteur italien, en particulier, habitué à l'alternative nationale limitée Nord-Sud,



devra donc élargir l'écart Nord-Sud à des aires plus vastes et examiner les causes dans une perspective bien plus complexe.

Le livre - il faut le souligner - sort à la veille de deux événements-clé: les premières élections au suffrage universel du Parlement européen et l'imminente adhésion à la CEE de trois pays méditerranéens: Grèce, Portugal et Espagne. Quel est le rôle politique et économique que jouera l'agriculture européenne et celle de l'Italie en particulier?

Il est difficile de le prévoir, surtout à long terme, mais une analyse de ce qui s'est réalisé permet déjà de procéder à des évaluations. Et à pas mal d'évaluations. Ce volume de Saccomandi donne plus d'une réponse à ce problème et à bien d'autres.

Demander le volume dans les principales librairies ou directement à l'éditeur. □

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

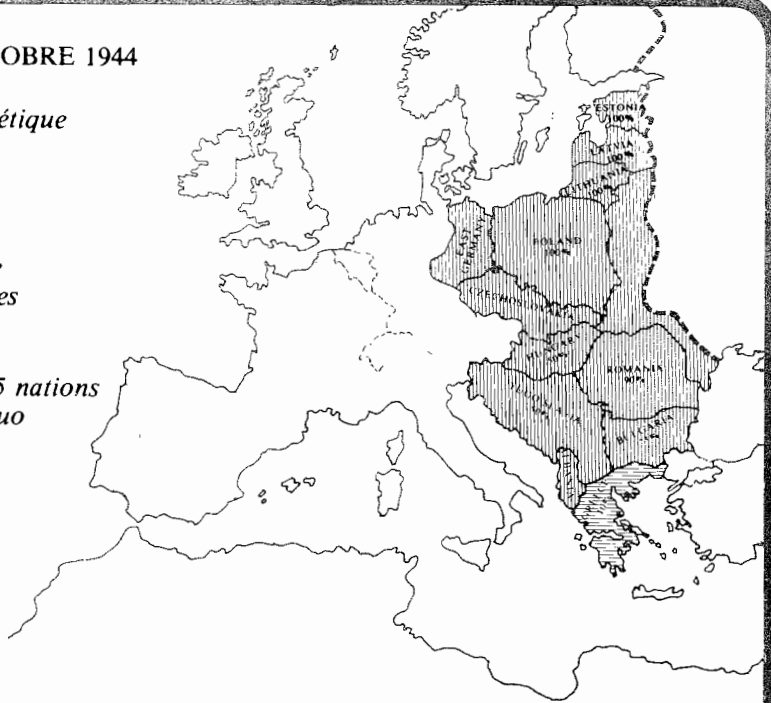
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

## **sommaire**

<i>Card. Karol Wojtyla: Une frontière pour l'Europe</i>	1
<i>Arnaldo Mauri: Un jugement de Lénine sur l'impérialisme soviétique</i>	8
<u>Special B.E.</u>	
<i>Sabino d'Acunto: Dans les jours des premières élections européennes (interviews avec MM. les Ambassadeurs de Grèce et d'Espagne à Rome)</i>	10
<i>Les conservateurs ont gagné</i>	16
<i>Livres reçus</i>	19

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1 - A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:  
Foro Traiano 1 A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del  
15.10.1977 (gia n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11